

Voici que 300 ouvriers perdent ainsi leur emploi, alors que le ministre dit dans son exposé budgétaire: Nous allons créer 300,000 emplois nouveaux au Canada. Quelle farce! D'une part, le ministre des Finances dit: Nous allons présenter un budget créateur d'emplois et, deux ou trois semaines plus tard, soit après l'exposé budgétaire, des usines et des mines ferment leurs portes, tant dans la région qu'ailleurs. On est actuellement en train de créer un monopole de l'industrie laitière dans la province de Québec, parce que les petites industries ne peuvent plus fonctionner à profit. Alors, de grosses organisations achètent les petites exploitations laitières, pour contrôler cette industrie dans toute la province de Québec. De cela, on n'entend pas parler. Les «gros» qui achètent n'en disent rien, et les petits, qui vendent, sont nommés directeurs d'une nouvelle usine qui vient d'être achetée pour monopoliser la production et la distribution des produits laitiers chez nous.

Cela se produit dans un domaine particulier de l'activité économique. Mais le budget ne créera pas un emploi, et j'en ai la profonde conviction, même si l'on porte les pensions de sécurité de la vieillesse à \$100 par mois, comme nous le réclamons depuis de nombreuses années. Nous préconisons le versement de la pension de sécurité de la vieillesse à 60 ans, la même pension au conjoint, mais le gouvernement ne tient pas compte de cela. Aujourd'hui, tous les députés savent qu'une personne de 60 ans ne peut plus se trouver un emploi, car il n'y a pas de place pour elle dans la société actuelle. Et le gouvernement ne fait absolument rien pour lui venir en aide.

Dans le domaine des initiatives, le gouvernement comptait disposer de plus d'argent pour le programme d'initiatives locales, argent que nous affecterons à des projets valables qui viennent des municipalités ou des corps intermédiaires. Mais il dit maintenant: Nous recevons trop de demandes. On a payé des annonces dans les journaux, à la radio, dans tous les «média» d'information, pour dire aux gens: Vite, présentez vos projets d'initiatives locales ou de «Perspectives-Jeunesse». On a reçu 30,000 projets; on en accepte 7,000, et 23,000 citoyens ou groupes de citoyens n'obtiennent pas justice, bien qu'ils aient présenté des projets valables. C'est rire encore du monde quand on paie des annonces pour dire aux gens: Présentez-nous vos projets, vite, et nous allons les approuver. Chaque jour, des projets sont refusés aux jeunes comme aux moins jeunes, en ce qui a trait à des initiatives locales ou municipales.

Monsieur l'Orateur, nous avons également demandé de l'aide pour les jeunes étudiants des universités et des CEGEP. Un pré-salaire aux étudiants, on trouve cela drôle. Pourquoi les jeunes font-ils actuellement la grève dans les universités? Parce qu'ils n'apprennent pas le français, parce qu'ils apprennent trop d'anglais? Parce qu'ils n'ont pas les moyens de payer leurs études!

Monsieur l'Orateur, si une guerre éclatait demain matin...

[Traduction]

M. l'Orateur adjoint: A l'ordre, s'il vous plaît. Je regrette d'interrompre le député de Témiscamingue, mais le temps de parole qui lui était accordé par l'ordre de la Chambre adopté le 22 février est maintenant expiré.

[Français]

M. André Fortin (Lotbinière): Monsieur le président, j'invoque le Règlement.

Le budget—M. L'Heureux

[Traduction]

M. l'Orateur adjoint: Le député de Lotbinière invoque le Règlement.

[Français]

M. Fortin: Merci, monsieur le président. Conformément à une entente conclue avec les quatre partis, compte tenu de l'entente que vous venez de mentionner, nous sommes d'accord pour permettre au leader du Parti Crédit Social du Canada de parler pendant cinq minutes de plus. A cette fin, auriez-vous l'obligeance de demander le consentement unanime de la Chambre? Quant à nous, nous l'accordons.

Des voix: D'accord.

[Traduction]

M. l'Orateur adjoint: L'extension est-elle accordée?

Des voix: D'accord.

[Français]

M. Caouette (Témiscamingue): Monsieur l'Orateur, je remercie mes collègues, et je ne parlerai pas cinq minutes.

Si une guerre éclatait, le gouvernement trouverait les moyens de financer les études de tous ces étudiants qui font la grève à Montréal, dans des collèges militaires ou à l'université, et à ce moment-là, on ne qualifierait pas cette aide de pré-salaire, mais de solde qui leur permettrait de poursuivre leurs études payées par le gouvernement.

Monsieur l'Orateur, si, en temps de guerre, il est possible d'aider les jeunes de 18, 19 ou 20 ans, il n'existe pas une seule raison valable au monde de ne pas les aider en temps de paix pour les empêcher de glisser vers la déroute ou la débandade la plus complète, comme cela se produit actuellement à l'université de Montréal et à l'université du Québec à Montréal.

Monsieur l'Orateur, il y a des limites à l'absurdité, et c'est une absurdité économique que de nous présenter un budget qui vise à distribuer des miettes à l'ensemble de la population. Nous allons continuer à suggérer, à demander au gouvernement d'avoir des vues plus larges. On est large quand il s'agit de payer l'intérêt sur la dette nationale; le budget du ministre des Finances haussera la dette nationale de deux milliards et demi ou de trois milliards de dollars en intérêt seulement. Le député de Saint-Hyacinthe (M. Wagner) disait récemment qu'on aurait dû augmenter la dette à quatre milliards ou peut-être cinq. Nous disons, nous, qu'au lieu d'aller nous endetter chez les fabricants de chiffres, il faut utiliser la Banque du Canada. Faisons écrire au nouveau gouverneur les chiffres nécessaires au développement normal d'un pays comme le nôtre. A ce moment-là, monsieur l'Orateur, nous pourrions présenter un budget progressif, un budget d'initiatives, bref, un budget qui servirait réellement les intérêts supérieurs de toute la nation canadienne.

M. Yvon L'Heureux (Chambly): Monsieur l'Orateur, je suis particulièrement heureux de prendre part au débat sur le budget et d'exprimer ma satisfaction au nom de mes électeurs, relativement aux mesures proposées par le ministre pour combattre le chômage et réduire les impôts de la classe moyenne et des moins favorisés. J'ai été particulièrement heureux de l'augmentation des pensions de sécurité de la vieillesse et des anciens combattants.

Le ministre des Finances (M. Turner) a présenté un budget réaliste qui vise à enrayer l'inflation et à combattre le chômage. Il précise même que 300,000 nouveaux emplois seront créés. C'est de bon augure et susceptible